

**LE PRESIDENT DU FASO,**  
**PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VU** la Constitution ;
- VU** le décret n° 2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;
- VU** le décret n° 2013-02/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement;
- VU** la loi n° 020-2013/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso ;
- VU** le décret n° 2013-104/PRES/PM/SGG-CM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement;
- VU** le décret n° 2013-403/PRES/PM/SGG-CM du 23 mai 2013 portant organisation type des départements ministériels ;
- VU** le décret n° 2014-024/PRES/PM/MEF du 03 février 2014 portant modalités d'application de la loi n° 020-2013/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso;
- Sur** rapport du Ministre de l'Économie et des Finances ;
- Le** Conseil des ministres entendu en sa séance du 25 juin 2014 ;

**DECRETE**

**CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1 :** En application de l'article 8 de la loi n° 020-2013/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso, le présent décret porte création, attributions, composition et fonctionnement de la Commission de partenariat public-privé au Burkina Faso.

## **CHAPITRE II : DE LA CREATION**

**Article 2 :** Il est créé une Commission de partenariat public-privé au Burkina Faso en abrégé « Commission PPP », placée sous l'autorité du Premier ministre.

## **CHAPITRE III : DES ATTRIBUTIONS**

**Article 3 :** La Commission PPP a pour mission de faire toutes les propositions au Conseil des ministres entrant dans le cadre de l'application de la loi n° 020-2013/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique du partenariat public-privé et de la réalisation des projets en PPP au Burkina Faso. A ce titre, elle est chargée:

- de valider l'avant programme de projets PPP, préparé par le ministère chargé des finances avant sa soumission au Conseil des ministres pour approbation;
- de formuler les recommandations nécessaires au développement du PPP au Burkina Faso;
- de s'assurer du suivi et de l'évaluation du programme de projets PPP.

## **CHAPITRE IV : DE LA COMPOSITION**

**Article 4 :** La Commission PPP est un organe de l'administration publique qui se compose comme suit :

Président : le Premier ministre;

Vice-président : le ministre chargé des Finances;

Membres :

- le ministre chargé de l'Environnement;
- le ministre chargé du Commerce;
- le ministre chargé du Travail;
- le ministre chargé de l'Aménagement du Territoire;
- le ministre chargé de la Recherche.

Les ministres porteurs des projets à réaliser en PPP sont conviés aux sessions de la Commission PPP les concernant.

Le Président de la Commission PPP peut faire appel, avec voix consultative, à toute personne dont il estime la présence utile.

## **CHAPITRE V : DU FONCTIONNEMENT**

**Article 5 :** La Commission PPP se réunit en session ordinaire deux fois par an et en session extraordinaire à chaque fois que de besoin sur convocation de son président.

La première session ordinaire est consacrée à l'examen de l'avant-Programme de projets PPP. La deuxième session ordinaire est consacrée à l'examen de la mise en œuvre du Programme de projets PPP.

**Article 6 :** La convocation à chaque session doit indiquer l'objet, le lieu et le chronogramme du déroulement de la session s'il y a lieu. Elle est faite par correspondance écrite ou par tout autre moyen laissant trace écrite, quinze jours au moins avant la date de début de la session.

**Article 7 :** Les sessions de la Commission PPP sont sanctionnées par un compte rendu élaboré par le Vice-président avec l'appui de la structure chargée de la promotion du partenariat public-privé. Ledit compte rendu, présenté sous forme de rapport, est soumis au Conseil des ministres pour adoption.

## CHAPITRE VI : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**Article 8 :** En attendant la mise en place effective de la Commission PPP, le Ministre chargé des finances peut soumettre directement l'avant-programme de projets PPP en Conseil des ministres pour adoption.

**Article 9 :** Le Ministre de l'Économie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 29 juillet 2014

Le Premier ministre

  
**Beyon Luc Adolphe TIAO**

  
  
**Blaise COMPAORE**

Le Ministre de l'Économie  
et des Finances

  
**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**